

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CX.

---

Du Samedi 17 Octobre 1789.

A Rome, un gouffre horrible s'ouvre au milieu de la place publique, le peuple croit qu'il faut une victime & Curtius s'y précipite par amour pour la patrie. Un nouveau précipice s'est ouvert sous les yeux de la nation française, l'abîme profond du déficit menace de la dévorer. Quelle victime viendra se dévouer ? Les politiques désignent les biens du clergé ; c'est le Curtius moderne qui doit combler ce gouffre. Mais avant que de faire une opération aussi majeure, il est nécessaire de sonder la profondeur de l'un, & les ressources de l'autre ; il est sur-tout digne d'une nation éclairée de discuter avant de décider, & de calculer avant d'entreprendre. C'est dans cette idée, sans doute, que les débats ont été ouverts.

« Le patriotisme a aussi son ivresse, disoit M. l'abbé Desmares, comme toutes les autres passions ; mais sa source qui est dans l'intention du bien, mérite des éloges ; sans partager ni ses illusions, ni ses erreurs, je dirai

Tome III.

G g

dirai la vérité; c'est avec des principes qu'on doit défendre une pareille cause ». Après ce début, M. Desmarest a défini la propriété; la chose que l'on possède exclusivement, ce qui la caractérise est la possession. La détruire par le droit le plus fort, qui est le premier des despotismes, c'est commettre un abus de pouvoir contre le pacte social; & cet abus est un despotisme plus fort dans la main de la multitude.....

Les biens n'ont pas été donnés à la nation, donc elle n'a jamais été désignée dans les fondations & dans les dispositions des biens ecclésiastiques. Il y a une volonté, une intention dans les fondations des monumens de charité & d'utilité publique, & cette intention doit être sacrée. Qui a fait ces fondations si ce n'est des particuliers?..... Notre existence dans cette assemblée prouve des titres de propriétés en faveur du clergé. Il n'a été appelé que comme propriétaire..... On oppose la différence des corps politiques avec les particuliers; mais ces corps ne sont-ils pas composés d'individus, membres de la société?... En touchant aux biens ecclésiastiques, on compromet le ministère des autels; le besoin & l'avilissement se touche, & la dégradation en est la suite. Quant à ceux qui se sont engagés dans l'état ecclésiastique, l'humanité ne peut se refuser à des réflexions avant de détruire leurs ressources & leurs espérances. Il est encore une classe intéressante de sujets non-pourvue, qui ne sont ni curés ni vicaires, & qui sont liés par des engagements irrévocables. M. l'abbé Desmarest a été interrompu plusieurs fois, & les interruptions ne peuvent que faire honneur à l'esprit d'humanité & de justice, qui dirige l'assemblée nationale.

M. l'abbé Desmarest a fini par un passage de l'immortel Jean-Jacques sur les caractères qui constituent la volonté



*générale.* C'étoit donc la destinée de Rousseau d'être cité par le clergé lui-même dans l'assemblée d'une nation qu'il avoit éclairée, & à qui le contrat social avoit donné les élémens de la liberté.

M. Barnave a réduit la question à un grand principe dont la nation est le seul juge. La propriété des biens du clergé n'est plus une question, disoit-il, le clergé est sans doute la plus belle & la plus noble des professions ; mais il existe pour la nation, & tout ce qu'il possède est pour le bien de cette même nation. Ce n'est pas pour les individus du clergé que ces biens ont été donnés ; c'est pour les pauvres, les hôpitaux, les établissemens publics ; les fondations ne sont que des dépôts, & le clergé n'est que le dispensateur. Si c'est à la nation à payer le culte divin, les fondations sont données à la nation, & déposées entre les mains du clergé qui dispose des revenus. Le clergé existe *pour & par* la nation ; elle peut donc retirer de ses mains des biens qui n'ont été affectés que pour son utilité & pour divers usages publics. La nécessité des circonstances oblige à de grands sacrifices ; la suppression des dîmes, le besoin d'augmenter le revenu des curés, doivent déterminer la justice de la nation à faire une nouvelle distribution des biens du clergé. C'est le seul bien par lequel nous pouvons parer à la banqueroute. Le crédit public va reposer sur la vente des immeubles du clergé, que l'utilité évidente, la nécessité publique & le soulagement des pasteurs rendent indispensable. M. Barnave disoit, en finissant, *qu'il falloit déclarer qu'aucune cure ne sera dotée d'une somme moindre de 1200 liv.* M. Barnave auroit pu ajouter cette grande considération, qu'au moyen de l'aliénation des biens ecclésiastiques, l'impôt désastreux de la gabelle peut être entièrement pros crit, le fardeau des impôts bienrôt adouci, & la vénalité des magistratures détruite.



M. l'abbé Maury a déclaré d'abord que le clergé applaudissoit au sage décret par lequel la dette publique a été mise sous la garde de l'honneur & de la loyauté française ; que les créanciers de l'état sont de vrais propriétaires qui ont droits à la protection de l'état ; ils ont épargné des impôts aux propriétaires ; ils ont eu confiance dans la nation en lui faisant des avances utiles. D'après cette profession de foi , a-t-il dit , on ne peut calomnier mes principes. ....

Voilà son exorde ; voici ses moyens :

« Le crédit est nécessaire pour tirer l'état de l'affreuse crise qu'il éprouve. Mais ce besoin de crédit ne sera pas éternel. Il a été jusqu'à présent le plus grand fléau des peuples. C'est par lui qu'on a dévoré la postérité, qu'on a entretenu, en temps de paix, plus de troupes que les plus grands conquérans n'en ont eues, & qu'on a fait des guerres inutiles. Si nous pouvons combler le déficit, ce crédit n'est plus nécessaire. »

M. l'abbé Maury convient du comblement du déficit ; mais, s'agit-il des biens ecclésiastiques, il s'écrie : « On vous a proposé simplement de mettre par un décret les capitalistes à la place des bénéficiers, & les bénéficiers à la place des capitalistes ; pour vous empêcher de faire la banqueroute, on propose d'enlever les propriétés.

» Est-ce dans une assemblée où l'on n'a examiné aucune des ressources de l'état, où l'on ne connoit pas l'étendue des domaines du roi ni leur produit, où l'on n'a pas remonté à la source des fortunes scandaleuses des traitans qui ont dégradé & corrompu la nation, où l'on ne fait pas tout ce qu'on peut faire de réformes, où l'on n'a pas pros crit le nom d'agiotage, qu'on vous propose de spolier vos concitoyens & vos frères ? Le clergé n'est pas étranger à l'état, il ne peut rien transmettre ;



ses biens sont la ressource des diverses familles de la noblesse & du tiers état....

Quelques murmures l'ont averti que la distinction des ordres n'étoit plus dans l'assemblée ; je me suis servi d'un terme impropre, a-t-il dit, & j'ai parlé d'une classe de citoyens dans laquelle je m'honore d'être né. Il est revenu ensuite à deux objets. 1°. Il faut examiner mûrement la question de la propriété ; 2°. il faut discuter les plans & les calculs de cette opération. Il en est de plus sages par lesquels vous tireriez, a-t-il ajouté, plus de ressource du clergé que dans le système actuel. M. l'abbé Maury auroit dû indiquer ces plans ; mais il s'est jeté dans la discussion des principes. Le clergé est *propriétaire*, disoit-il, ses biens n'appartiennent à la nation que par *droit d'enclave*, comme une province lui appartient ; & le droit est compatible avec le droit des corps & des individus.

M. l'abbé Maury croyoit avoir trouvé un grand appui dans ce principe féodal du *droit d'enclave*, qu'il renforçoit de la maxime, que les bienfaits du prince sont immuables ; que la dotation des bénéfices, faite par nos rois, ne pouvoit être révoquée : *beneficium principis debet esse mansurum*. Comme si les rois pouvoient donner des domaines inaliénables par la loi.

L'orateur passant à d'autres moyens, disoit que le jugement de cette question appartenoit au pouvoir judiciaire, & que l'assemblée du corps législatif ne pouvoit pas en connoître ». Quel seroit donc le tribunal auquel la nation porteroit ses causes, quand il s'agit de réformer les divers abus qui la dévorent. Elle n'auroit donc pas pu abolir le régime féodal, effacer la distinction politique des ordres, établir le veto par tête, juger les privilèges des provinces : disons mieux, avec le système du



défenseur des biens du clergé, la nation & les représentans seroient frappés de paralysie....

Suivons l'orateur qui vouloit nous mener aux loix agraires avec le principe invoqué pour les biens du clergé; la nation, disoit-il, se placera au même point que lorsqu'elle sortit des forêts de la Germanie. Mais le défenseur ecclésiastique confondoit la nature des propriétés des *corps politiques* avec celle des *particuliers*; il mêloit le *droit civil* avec le *droit politique*; qui ignore que les loix agraires sont aussi injustes que contraires aux principes sociaux, parce que la cité n'est établie que pour que chaque individu conserve ses biens.

Vous avez le droit d'empêcher le clergé d'acquérir, mais non celui de confisquer ses biens, disoit M. l'abbé Maury, mais non pas celui de mettre des financiers de Paris à la place des monastères & des bénéficiers, dans les provinces qui ne verroient pas avec plaisir les mutations. On auroit pu réfuter l'orateur par l'histoire nationale, qui montre que le clergé, tour-à-tour enrichi, & dépouillé par les rois, la noblesse & le peuple; mais il faut s'empresse de parcourir les objections de l'orateur. Quand le gouvernement, a-t-il dit, s'est emparé des biens des jésuites, ils n'ont enrichi personne; il est vrai que cette destruction politique à peu secouru l'état en richesses, après avoir tant perdu pour l'éducation publique. Mais une nation n'agira pas comme des ministres: une nation ne laissera pas dévorer les monastères & les abbayes par des négociateurs avides. Ces richesses foncières ne s'évaporeront pas sous la main des *agens* des monarchies.

M. l'abbé Maury a terminé son discours en faisant craindre que, si les biens ecclésiastiques étoient aliénés, on verroit au premier signal de guerre, les paroisses abandonnées,



les ecclésiastiques sans ressource, & la religion ruinée avec ses ministres.

Ici des murmures très-forts ont interrompu l'orateur, qui est descendu de la tribune en disant qu'il n'avoit pas la liberté d'opinion nécessaire, dès qu'il heurtoit les passions de l'assemblée; l'improbation de l'assemblée a été plus forte; M. le président s'en est aperçu, & il a justifié avec autant de noblesse que d'impartialité l'assemblée & l'orateur, qui est remonté librement à la tribune au milieu des applaudissemens. « J'y remonte, a-t-il dit, par respect pour l'assemblée, & je professe ce que tous les publicistes de la nation ont pensé que le clergé est propriétaire, qu'il a acquis sous la protection des loix.... Chez nos voisins, Henri VIII s'empara des plus riches abbayes, sans toucher aux chapitres & aux évêchés; il a fallu cependant une dotation pour les ministres & une forte taxe pour les pauvres.

M. l'abbé Gouttes a fait diversion. « Il y a long-temps que je fais que les grandes richesses sont plus nuisibles qu'avantageuses à l'église, a-t-il dit; qui ignore que ce sont elles qui, dans tous les temps, lui ont porté les coups les plus funestes; que ce sont elles qui ont fait entrer dans le redoutable ministère des autels une foule de sujets, sans autre vocation que l'espoir d'un riche bénéfice; que ce sont les vices de ces mauvais ecclésiastiques qui, en deshonorant la religion, ont attiré sur elle & sur les dignes ministres dont elle s'honore, toute la haine des peuples, & les persécutions qu'ils souffrent en ce moment ?

» Tout le monde sait que nous ne sommes qu'usufruitiers des biens que nous possédons, que ces biens appartiennent au clergé en général, & non à chaque individu en particulier; que la nation a sanctionné cette



propriété dans des assemblées générales ou états-généraux, & que tous les bénéficiers quelconques, séculiers ou réguliers, n'ont droit d'en retenir que ce qui est nécessaire pour leur fournir une honnête subsistance, non pas telle que la cupidité pourroit la désirer, mais telle qu'elle est prescrite par les règles de la sagesse, de la modestie, & convenable à des ministres du seigneur; que le surplus doit être employé à des bonnes œuvres.

» Tout le monde fait que, si les bénéfices sont trop multipliés, ainsi que les maisons religieuses, que, si les uns & les autres ne remplissent pas leurs obligations, la nation a le droit de supprimer les bénéfices, de réunir les maisons, & d'ordonner l'emploi des revenus, de la manière la plus utile à la religion & à la société.

» C'est ainsi que l'on s'est conduit même dès les premiers siècles de l'église; & quelques membres du clergé s'étant plaints des réformes des empereurs à cet égard, saint Jérôme leur répond, en disant: « Je ne blâme point les empereurs d'avoir porté de pareilles loix; elles sont sages; ils le devoient; mais ce qui me fâche, c'est de voir que le clergé ait forcé les empereurs à les porter. »

Une vérité non moins constante encore, c'est que dans tous les temps de misère & de calamité, on a pris une partie des biens de l'église pour subvenir aux besoins pressans de l'état. Sous Charles IX, il en fut vendu une partie; & comme les circonstances présentes sont aussi affligeantes qu'elles aient pu l'être par le passé, je crois que la nation a le droit de prendre, pour subvenir à ses besoins pressans, tout ce qui n'est pas nécessaire au culte divin, à l'entretien des ministres, & au soulagement des pauvres, auxquels ils sont spécialement destinés; mais s'ensuit-il de-là que nous, comme membres du clergé, nous devions les offrir & les donner; je ne crois pas que nous en ayons



le droit, mais qu'à l'exemple de saint Ambroise nous devons dire, que nous ne les donnons pas mais que nous les laissons prendre; 2°. M. l'évêque d'Autun propose à l'état de s'emparer de tous les biens du clergé & d'en salarier les membres. Je me suis souvent occupé de cette question, & je vous avoue franchement que j'y ai trouvé de grandes difficultés. Je trouvois qu'il seroit peut-être plus à propos de donner, sur-tout aux pasteurs & aux maisons religieuses que vous voudrez conserver, des biens-fonds suffisans pour leur subsistance, que de leur donner de l'argent.

M. l'abbé Goutes, après avoir développé les motifs qui le portoient à demander des travaux agricoles pour les pasteurs des campagnes, & les avantages que l'agriculteur trouveroit à leur dotation foncière, concluoit ainsi :

« Je demande qu'après avoir déclaré que les biens de l'église, qui excèdent ceux qui sont nécessaires à l'entretien des autels & de ses ministres, doivent être employés au soulagement de la nation, il soit d'abord décrété qu'il sera sur-le-champ suspendu à la nomination de tous les bénéfices simples, comme prieurés, abbayes, chapelles, &c.

» Qu'il sera donné par le comité ecclésiastique un plan de réunion de toutes les maisons régulières du même ordre, afin que les religieux y soient en nombre suffisant pour observer la règle de l'institut, car, Messieurs, je crois que vous ne ferez pas d'avis de séculariser tous les réguliers; qu'il en est qu'il faut conserver, tels que les religieux de cette congrégation à laquelle l'église & l'état ont eu de si grandes obligations.

» Qu'il sera ordonné que M. le président se retirera vers le roi pour demander à sa majesté de vouloir bien ordonner que tous les membres du clergé séculier & ré-



gulier, quels qu'ils soient, qui ne sont pas attachés à Paris par leur place, soient obligés de se retirer sur-le-champ de la capitale, & de se rendre chacun dans leur diocèse, &c."

Les débats ont été ajournés.

Qu'un prélat, donnant l'essor à son amour pour le bien public, & communiquant à ses diocésains la douleur dont les calamités communes le pénètrent, & les moyens propres à les adoucir, se serve de la puissance d'une religion sainte pour calmer le peuple & le rappeler à la paix, au respect des loix, à l'obéissance due au monarque, il mérite les éloges qui sont dus au zèle & aux fonctions pastorales; mais qu'au moment d'une régénération légale, sollicitée par tous les bons citoyens, un chef ecclésiastique excite les peuples à réclamer les anciens usages dont l'empire oppresseur est détruit; qu'il insinue de vieilles maximes d'intolérance au paisible habitant des campagnes; qu'il réveille leurs préjugés, qu'il invite des pasteurs respectables à dire aux peuples qu'on les trompe par des nouveautés dangereuses; c'est ce qu'un ministre de paix ne doit jamais se permettre, & moins encore dans le moment d'une fermentation universelle.

Pour éclairer les peuples, faut-il les soulever? Pour ramener les hommes à la paix, faut-il contrarier le vœu si fortement exprimé d'une nation éclairée?

M. l'évêque de Tréguier, après avoir reçu la lettre du roi envoyée à tous les prélats du royaume pour porter les peuples à la tranquillité nécessaire aux travaux de la législation nouvelle, a donné un mandement, le 14 septembre dernier, dont la publication a déjà été funeste à la paix publique.

Ce mandement, dont les suites ont donné lieu à des informations juridiques, a été dénoncé à l'assemblée na-



tionale; c'est elle qui jugera dans sa sagesse si le zèle pastoral, si la fermeté apostolique de M. l'évêque comte de Tréguier étoient propres à apaiser les troubles, & à ramener *la paix de Dieu, cette paix si désirable*, dont il est parlé dans le préambule.

« Lorsque le premier, le plus illustre trône de l'univers est ébranlé jusques dans ses fondemens, dit le prélat, lorsque les mouvemens convulsifs de la capitale se font sentir dans les provinces les plus reculées de l'empire français, sera-t-il permis à un évêque de garder le silence?... Il fut un temps où l'amour des François pour leur roi ne connoissoit plus de bornes; bien loin de chercher à discuter, à contester, encore moins à limiter les droits & les prérogatives de la couronne, nos pères aimoient à multiplier les témoignages de leur zèle, de leur obéissance, de leur dévouement au monarque.

« Hélas! nos très-chers frères, qu'elle est différente d'elle-même cette monarchie française. Les princes du sang royal fugitifs chez des nations étrangères; la discipline militaire énervée; le citoyen armé contre le citoyen; un système d'indépendance & d'insurrection présenté avec art, reçu avec enthousiasme, soutenu par la violence; toutes les sources du crédit national interceptées ou taries; le commerce languissant; les loix sans force & sans vigueur; leurs dépositaires dispersés ou réduits au silence; le nerf de l'autorité entre les mains de la Multitude; toutes les classes des citoyens confondues; la vengeance avide de sang, aiguissant ses poignards, dirigeant ses victimes, exerçant ses fureurs homicides.

» Tels ont été les succès monstrueux de ces hommes pervers, qui, abusant des talens que la nature leur avoit donnés pour un meilleur usage, ont, par leurs libelles, soufflé parmi nous l'esprit d'indépendance & d'anarchie,



Puissent ces productions infernales ; puissent les plans de régénération qu'elles contiennent, rentrer dans le néant dont elles n'auroient jamais dû sortir.

» Conservons nos loix antiques, s'écrie le prélat, elles sont la sauve-garde de nos propriétés, de nos personnes, de notre gloire. Le vice du gouvernement français n'est pas dans les loix, elles sont sages ; il est dans les mœurs publiques qui sont dépravées, conservons nos loix & réformons nos mœurs. . . . Rien n'est plus dangereux que de fronder les loix anciennes, de les renvoyer à la simplicité gothique de nos ancêtres, comme des principes surannés & barbares, de les mépriser comme le fruit de l'ignorance & de l'oppression. »

M. l'évêque de Tréguier tourne ensuite ses regards vers les temps qui ont précédé la révolution ; « temps où nos jours couloient sans alarmes, où nos humbles doléances trouvoient un accès facile dans le cœur de nos maîtres, où les riches jouissoient sans crainte de leur opulence, de leurs héritages ; où le plébéien, satisfait de son sort, vivoit content dans son état. . . . Ces jours sereins ne son plus, ils ont disparu comme un songe, (après huit siècles cependant.) L'église tombe dans l'avilissement & la servitude ; ses ministres sont menacés d'être réduits à la condition de commis appointés, &c. »

Eh ! que l'on ne croie pas que ce sont les richesses de l'église que le prélat regrette ; c'est la perte de la religion, c'est la tolérance sur-tout, qu'il regarde comme le fruit funeste d'anonymes incendiaires, d'un scepticisme pernicieux, d'un affreux égoïsme ; voilà, s'écrie-t-il, la religion du jour. En 1757, M. l'évêque de Soissons (Fitsjames) disoit dans un mandement, *nous devons regarder les Turcs comme nos frères*. M. de Tréguier dit en 1789, que, « par un abus déplorable de la liberté, riche présent de la nature,



on veut que chacun puisse penser , écrire tout ce qui lui plaira ; que tous les cultes , sans distinction , soient permis ; que le disciple obstiné de Moÿse , que le fanatique sectateur de Mahomet , que l'adorateur insensé des plus méprisables idoles , que l'artificieux focinien , que l'aveugle & voluptueux athée , que les sectes les plus contraires , les plus absurdes , reposent avec le chrétien catholique sous l'aile & la protection du gouvernement français. »

Après avoir prêché ainsi la tolérance , le prélat revient encore aux anciennes loix : « N'est-il pas temps , nos très-chers frères , que le peuple français se réveille , & que du fonds de nos cœurs s'élève un cri général pour réclamer nos anciennes loix , & le rétablissement de l'ordre public. »

Quel est donc cet ordre public ? sont-ce les abus du pouvoir arbitraire , les vexations féodales , les inégalités de la répartition des richesses ecclésiastiques ? M. l'évêque s'adresse à ses coopérateurs , à cette partie du clergé si respectable , si nécessaire & si peu fortunée : « Dites aux peuples , s'écrie-t-il , qu'ils se séduisent eux-mêmes , lorsqu'ils se flattent d'une diminution dans les impôts , dans des temps désastreux où l'état exige les plus grands sacrifices..... Dites-leur qu'on les trompe , lorsqu'on leur représente les chefs du clergé comme des hommes dévorés d'ambition , vendus à l'intrigue , & livrés aux excès d'un luxe révoltant..... Dites que l'autorité même légitime ne peut exiger le respect qu'autant qu'elle respecte les loix reçues ; que livrer à la mort des citoyens même coupables , sans entendre leur défense , enlever aux ordres ou aux particuliers l'existence & les biens dont ils ont toujours joui sous la protection du gouvernement , enfreindre les contrats qui ont réuni à la couronne les plus riches , les plus importantes provinces du royaume , c'est un système de tyrannie & d'oppression qui rompt tous les liens du pacte social. »



h Dites-leur qu'on les trompe dans les infâmes libelles que la philosophie a infecté de ses poisons & de ses paradoxes, lorsqu'on leur représente les membres des deux premiers ordres de la monarchie, comme des aristocrates odieux, conspirés contre le peuple, ne cherchant qu'à l'opprimer sous le joug de la tyrannie & du despotisme ».

Cet excès dans les expressions, cette apostrophe aux pasteurs de campagne, est-elle donc digne d'éloges ? annoncent-ils plus de patriotisme que d'aigreur, plus de désir de voir la France tranquille ou soulevée ? Voilà les questions que ce passage du mandement fait naître avant de parvenir à ce morceau dans lequel l'orateur sacré rappelle la bienfaisance exercée par les curés dans les campagnes ; eh ! qui les ignore ? Mais qui peut croire aussi qu'ils emploieront l'influence de leur ministère à dégrader les principes de la législation, à atténuer les loix nouvelles, & à se prosterner devant les anciennes chartes de l'avilissement & de la servitude française.

Est-ce de bonne foi que l'on peut dire aux peuples : « Ne vous laissez point séduire à la lueur éphémère de ces nouveautés dangereuses que l'on affecte de répandre parmi vous, pour surprendre votre simplicité » ?

Est-ce de bonne foi que l'on peut dire : « Ce système d'égalité que l'on ose vous promettre dans les rangs & dans les fortunes, ne peut avoir été enfanté que par une imagination en délire. Il est aussi contraire aux droits de la nature qu'aux principes de la raison & de la religion. Comme si aux yeux de la religion, de la raison & de la nature, les hommes cessioient un instant d'être égaux en droits ; comme si dans la société chaque homme n'a pas un droit égal à la sûreté, la liberté & la propriété. Comme si chaque individu ne devoit pas contribuer proportionnellement aux frais de la protection publique, comme



si toutes les places de la société n'étoient pas ouvertes à tous les membres qui la composent. Voilà les droits éternels & sociaux du genre humain, que les législateurs ont déclaré & qui ne sont ni une chimère politique, ni une erreur législative.

Oh ! combien dans de pareilles circonstances un magistrat de paix auroit pu influer sur une législation nouvelle que les abus & les lumières rendent indispensables ! Quel succès consolant pour l'humanité auroit pu se promettre le ministre évangélique qui auroit présenté avec modération des pensées utiles, avec dignité des idées attendrissantes, avec simplicité le respect pour les véritables résultats de l'opinion publique ! Quels éloges pour celui qui parleroit de la religion sans fanatisme ; des réformes nécessaires sans regret, des loix anciennes sans superstition, & d'un nouvel ordre de choses avec patriotisme !

Chez tous les peuples, dans tous les climats, dans tous les siècles, la législation a vu la religion venir à son secours & se réunir pour lui soumettre les peuples : par quelle fatalité une nation chrétienne voit-elle ses magistrats religieux contrarier ou affoiblir les opérations de ses législateurs.

### *Bases de la constitution française.*

La France va jouir enfin d'un avantage aussi glorieux qu'utile, & qu'aucun peuple de l'Europe ne pourra lui contester ; c'est d'une constitution nationale, d'une législation entièrement renouvelée, fruit de l'expérience des siècles & des excès de pouvoir arbitraire, que les citoyens de cet empire peuvent désormais former leur étude & leur espérance ; le voici ; c'est la meilleure réponse qu'il



soit possible de faire au mandement de M. l'évêque de Tréguier.

*Déclaration des droits de l'homme en société.*

*Articles constitutionnels.*

A R T I C L E P R E M I E R.

Tous les pouvoirs émanent essentiellement de la nation & ne peuvent émaner que d'elle.

A R T. I I.

Le gouvernement français est monarchique ; il n'y a point en France d'autorité supérieure à la loi , le roi ne règne que par elle , & ce n'est qu'en vertu des loix qu'il peut exiger l'obéissance.

A R T. I I I.

L'assemblée nationale a reconnu & déclare , comme points fondamentaux de la monarchie française , que la personne du roi est inviolable & sacrée ; que le trône est indivisible ; que la couronne est héréditaire dans la race régnante , de mâle en mâle , par ordre de primogéniture , à l'exclusion perpétuelle & absolue des femmes & de leurs descendans , sans entendre rien préjuger sur l'effet des renonciations.

A R T. I V.

L'assemblée nationale sera permanente.

A R T. V.

L'assemblée nationale ne sera composée que d'une chambre.

A R T. V I.

Chaque législature sera de deux ans.

A R T. V I I.

Le renouvellement des membres de chaque législature sera fait en totalité.



## A R T. V I I I.

Le pouvoir législatif réside dans l'assemblée nationale, qui l'exercera ainsi qu'il suit :

## A R T. I X.

Aucun acte du corps législatif ne pourra être considéré comme loi, s'il n'est fait par les représentans de la nation librement & légalement élus, & s'il n'est sanctionné par le monarque.

## A R T. X.

Le roi peut refuser son consentement aux actes du corps législatif.

## A R T. X I.

Dans le cas où le roi refusera son consentement, ce refus ne sera que suspensif.

## A R T. X I I.

Le refus suspensif du roi cessera à la seconde des législatures qui suivront celle qui aura proposé la loi.

## A R T. X I I I.

Le roi peut inviter l'*assemblée nationale* à prendre un objet en considération, mais la proposition des loix appartient exclusivement aux représentans de la nation.

## A R T. X I V.

La création & suppression des offices ne pourront avoir lieu qu'en exécution d'un acte du corps législatif, sanctionné par le roi.

## A R T. X V.

Aucun impôt ou contribution en nature ou en argent, ne peut être levé; aucun emprunt direct ou indirect, ne



peut être fait autrement que par un décret exprès des représentans de la nation.

#### A R T. X V I.

Le pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans la main du roi.

#### A R T. X V I I.

Le pouvoir exécutif ne peut faire aucune loi , même provisoire , mais seulement des proclamations conformes aux loix , pour en ordonner ou en rappeler l'observation.

#### A R T. X V I I I.

Les ministres & les autres agens du pouvoir exécutif sont responsables de l'emploi des fonds de leur département , ainsi que de toutes les infractions qu'il pourront commettre envers les loix , quelques soient les ordres qu'ils aient reçus ; mais aucun ordre du roi ne pourra être exécuté s'il n'a été signé par *sa majesté* , & contre-signé par un secrétaire d'état , ou par l'ordonnateur du département.

#### A R T. X I X.

Le pouvoir judiciaire ne pourra en aucun cas être exercé par le roi ni par le corps législatif ; mais la justice sera administrée au nom du roi , par les seuls tribunaux établis par la loi , suivant les principes de la constitution , & selon les formes déterminées par la loi.



---

*A V I S.*

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, n<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.